

CONTRE LES MESURES ANTI-DÉMOCRATIQUES ET LIBERTICIDES : TOU·TE·S ENSEMBLE !

Dans un contexte d'état d'urgence sanitaire, de plan Vigipirate renforcé et de restrictions des libertés individuelles et collectives, la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) vient d'être reprise par la commission mixte paritaire et sa forme actuelle devrait être la version finale du projet de loi. Celle-ci comprend des attaques contre le monde de la recherche, et elle compte pénaliser le mouvement étudiant de manière inédite en sanctionnant d'un an d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende toute occupation d'université et de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende lorsque le délit est commis en réunion.

Ce projet de loi s'inscrit dans une série de mesures des plus liberticides, à l'image de la proposition de loi relative à la sécurité globale, qui entend interdire la diffusion d'images de violences policières, sans lesquelles il n'aurait pas été possible de faire jour sur le scandale de l'affaire «Benalla», sur les violences dont ont fait les frais les Gilets Jaunes en 2018, les étudiant·e·s en 2016 et les habitant·e·s des quartiers populaires. Alors que des centaines de milliers de jeunes se sont mobilisés en juin contre les violences policières, dans le sillage de la grande mobilisation qui a secoué les États-Unis après la mort filmée de George Floyd entre les mains de la police, la proposition de loi relative à la sécurité globale constitue une grave attaque de nos droits les plus élémentaires.

Alors que ces deux lois sont discutées au Sénat et à l'Assemblée Nationale, la police a violemment réprimé les lycéen·ne·s mobilisé·e·s avec leurs enseignant·e·s pour des protocoles sanitaires stricts dans les établissements scolaires.

Lundi, la police nous a encore prouvé son extrême violence face à des réfugié·e·s voulant s'installer place de la République. Ils et elles ont été violenté·e·s par la police sur ordre du préfet Lallement à tel point que le ministre de l'intérieur a été contraint de demander une enquête en urgence. Les médias parlent d'images choquantes sans rappeler qu'il faut bien quelqu'un pour tenir l'appareil qui prend ces images, ce que la loi Sécurité Globale empêchera bientôt. Ce soir-là, des journalistes ont été pris comme cibles par la police qui ne se gêne plus pour être violente..

Le renforcement des réglementations dans le sens du tout sécuritaire tend à faire basculer l'État de droit vers un État policier.

L'ensemble de la jeunesse et du monde du travail est concerné par ce renforcement autoritaire et anti-démocratique. Nous avons le devoir de nous y opposer et de nous mobiliser lorsque nos droits sont remis en question.

**NOUS APPELONS À UN NOUVEAU
RASSEMBLEMENT LE SAMEDI 28 NOVEMBRE
DEVANT LA PRÉFECTURE DE BLOIS À 15H00**